DECISIONS PRISES PAR LE CONSEIL EXECUTIF

A SA TREnte-HUITIEME SESSION

Madrid (Espagne), 4 avril 1990

TABLE DES MATIERES

<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th>Page</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>1. Ordre du jour de la session.</td>
<td>2</td>
</tr>
<tr>
<td>2. Liste des décisions.</td>
<td>3</td>
</tr>
<tr>
<td>3. Décisions prises par le Conseil.</td>
<td>4</td>
</tr>
<tr>
<td>4. Liste des participants à la trente-huitième session</td>
<td>16</td>
</tr>
</tbody>
</table>
1. **ORDRE DU JOUR**

1. Adoption de l'ordre du jour
2. Déclaration solennelle du Secrétaire général (article 6 a) du Statut du personnel)
3. Rapport d'orientation du Secrétaire général
   a) Coopération technique
   b) Information
   c) Statistiques
   d) Education et formation
   e) Facilitation et libéralisation
   f) Sécurité et protection
   g) Environnement
   h) Tourisme des jeunes - Préparation de la Conférence internationale de New Delhi
5. Questions budgétaires et financières
   a) Rapport de la présidence du Comité du budget et des finances
   b) Comptes de gestion de l'Organisation relatifs à l'exercice financier 1989 et rapport des Commissaires aux comptes
   c) Application des dispositions de l'article 34 des Statuts et du paragraphe 13 des règles de financement annexées aux Statuts
   d) Rapport du Secrétaire général sur la situation financière et plan de dépenses pour 1990
6. Questions statutaires et administratives
   a) Révision des textes statutaires (A/RES/265(VIII))
   b) Nomination du Secrétaire général adjoint
   c) Structure et fonctionnement du Secrétariat
7. Commissions régionales
8. Activités des Membres affiliés
   a) Communication du Président
   b) Rapport du Sous-Comité pour l'examen des candidatures à la qualité de Membre affilié
9. Examen et adoption des projets de décision de la trente-huitième session du Conseil exécutif
10. Lieu et dates de la trente-neuvième session du Conseil exécutif
2. **LISTE DES DECISIONS**

<table>
<thead>
<tr>
<th>N° de la décision</th>
<th>Titre</th>
<th>Page</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>1(XXXVIII)</td>
<td>Adoption de l'ordre du jour (point 1 de l'ordre du jour).</td>
<td>4</td>
</tr>
<tr>
<td>2(XXXVIII)</td>
<td>Déclaration solennelle du Secrétaire général (article 6 a) du Statut du personnel (point 2 de l'ordre du jour).</td>
<td>4</td>
</tr>
<tr>
<td>3(XXXVIII)</td>
<td>Rapport du Secrétaire général (point 3 de l'ordre du jour).</td>
<td>4</td>
</tr>
<tr>
<td>4(XXXVIII)</td>
<td>Questions budgétaires et financières (point 4 de l'ordre du jour).</td>
<td>5</td>
</tr>
<tr>
<td>5(XXXVIII)</td>
<td>Application des dispositions de l'article 34 des Statuts et du paragraphe 13 des règles de financement annexées aux Statuts (point 4 c) de l'ordre du jour.</td>
<td>5</td>
</tr>
<tr>
<td>6(XXXVIII)</td>
<td>Coopération technique (point 5 a) de l'ordre du jour.</td>
<td>6</td>
</tr>
<tr>
<td>7(XXXVIII)</td>
<td>Activités de statistiques et d'information (point 5 b/c) de l'ordre du jour.</td>
<td>7</td>
</tr>
<tr>
<td>8(XXXVIII)</td>
<td>Education et formation (point 5 d) de l'ordre du jour.</td>
<td>7</td>
</tr>
<tr>
<td>9(XXXVIII)</td>
<td>Facilitation et libéralisation (point 5 e) de l'ordre du jour.</td>
<td>8</td>
</tr>
<tr>
<td>10(XXXVIII)</td>
<td>Sécurité et protection (point 5 f) de l'ordre du jour.</td>
<td>9</td>
</tr>
<tr>
<td>11(XXXVIII)</td>
<td>Environnement (point 5 g) de l'ordre du jour.</td>
<td>9</td>
</tr>
<tr>
<td>12(XXXVIII)</td>
<td>Tourisme des jeunes - Préparation de la Conférence internationale de New Delhi (point 5 h) de l'ordre du jour)</td>
<td>10</td>
</tr>
<tr>
<td>13(XXXVIII)</td>
<td>Création d'un Centre international de tourisme responsable à Tamanrasset (point 5 i) de l'ordre du jour.</td>
<td>11</td>
</tr>
<tr>
<td>14(XXXVIII)</td>
<td>Commissions régionales (point 6 de l'ordre du jour).</td>
<td>11</td>
</tr>
<tr>
<td>15(XXXVIII)</td>
<td>Révision des textes statutaires (A/RES/265(VIII)) (point 7 a) de l'ordre du jour).</td>
<td>12</td>
</tr>
<tr>
<td>16(XXXVIII)</td>
<td>Nomination du Secrétaire général adjoint (point 7 b) de l'ordre du jour).</td>
<td>14</td>
</tr>
<tr>
<td>17(XXXVIII)</td>
<td>Structure du Secrétariat et questions administratives (point 7 c) de l'ordre du jour).</td>
<td>14</td>
</tr>
<tr>
<td>18(XXXVIII)</td>
<td>Communication du Président des Membres affiliés (point 8 a) de l'ordre du jour).</td>
<td>14</td>
</tr>
<tr>
<td>19(XXXVIII)</td>
<td>Rapport du Sous-Comité pour l'examen des candidatures à la qualité de Membre affilié (point 8 b) de l'ordre du jour).</td>
<td>15</td>
</tr>
<tr>
<td>20(XXXVIII)</td>
<td>Lieu et dates de la trente-neuvième session du Conseil exécutif (point 9 de l'ordre du jour).</td>
<td>15</td>
</tr>
</tbody>
</table>
3. DECISIONS PRISES PAR LE CONSEIL

CE/DEC/1(XXXVIII)

Adoption de l'ordre du jour

Point 1 de l'ordre du jour
(document CE/38/1 prov.)

Le Conseil exécutif,

Adopte l'ordre du jour de sa trente-huitième session en y ajoutant, à la demande l'Algérie, conformément à l'article 4.5 de son règlement intérieur, le point suivant :

5.i) Création d'un Centre international de tourisme responsable à Tamanrasset.

CE/DEC/2(XXXVIII)

Déclaration solennelle du Secrétaire général
(article 6 a) du Statut du personnel)

Point 2 de l'ordre du jour

Le Conseil exécutif,

Réuni en séance publique conformément à l'article 6 a) du Statut du personnel,

Prend acte de la déclaration de loyauté faite et signée à titre solennel par M. Antonio Enríquez Savignac en tant que Secrétaire général de l'Organisation à la suite de son élection par la huitième session de l'Assemblée générale.

CE/DEC/3(XXXVIII)

Rapport du Secrétaire général

Point 3 de l'ordre du jour
(document CE/38/3)

Le Conseil exécutif,

1. Remercie le Secrétaire général pour son rapport,

2. Approve les orientations qui lui ont été présentées, qui tendent à mettre en œuvre les résolutions de la huitième session de l'Assemblée générale, en tirant le meilleur profit possible des ressources disponibles de l'Organisation, et
3. **Donne cordialement** la bienvenue à la Mongolie, Membre effectif de l'Organisation depuis le 27 mars 1990, conformément à l'article 5.2 des Statuts.

CE/DEC/4(XXXVIII)

**Questions budgétaires et financières**

Point 4 de l'ordre du jour
(documents CE/38/4 a), CE/38/4 b), CE/38/4 b) Add.1 et CE/38/4 d))

Le Conseil exécutif,

**Avant pris note** des rapports sur les questions budgétaires et financières,

**Avant entendu** le Président du Comité du budget et des finances (CBF) présenter le rapport du Comité sur les questions financières,

1. **Approuve** les recommandations des commissaires aux comptes sur les procédés comptables de l'Organisation ;

2. **Prie** le Secrétaire général de prendre contact avec les quatre États (Bolivie, Gambie, Jamahiriya arabe libyenne et Mauritanie), qui n'ont pas satisfait à leurs engagements, avant de leur appliquer les dispositions statutaires correspondantes ;

3. **Fait sienne** la recommandation du CBF en ce qui concerne l'utilisation du Fonds de roulement qui permettra à l'Organisation de réaliser son programme 1990 à hauteur de 80 pour cent du total des ressources attendues ;

4. **Prie** le Secrétaire général de transmettre à l'Assemblée générale, avec l'avis favorable du Conseil, les comptes de gestion pour l'exercice financier 1989, et

5. **Exprime ses remerciements et son appréciation** aux Commissaires aux comptes pour leurs recommandations très précieuses et pour la façon dont ils ont accompli leur mission.

CE/DEC/5(XXXVIII)

**Application des dispositions de l'article 34 des Statuts et du paragraphe 13 des règles de financement annexées aux Statuts**

Point 4 c) de l'ordre du jour provisoire
(document CE/38/4 c))

Le Conseil exécutif,

**Avant pris connaissance** du rapport du Secrétaire général dans lequel celui-ci transmet, conformément aux résolutions A/RES/234(VIII) et A/RES/235(VIII), la liste des Membres auxquels sont appliquées les dispositions de l'article 34 des Statuts et du paragraphe 13 des règles de financement annexées aux Statuts,
Avant été saisi des demandes présentées par le Congo, Panama et le Yémen démocratique,

1. Charge le Secrétaire général de veiller au respect des plans de paiement proposés par le Congo et Panama et de lui faire rapport à ce sujet à sa prochaine session;

2. Rappelle que les réglementations en vigueur ne prévoient pas l'annulation ou l'exonération des dettes contractées en ce qui concerne les contributions et ne peuvent accorder au Yémen démocratique que la seule suspension desdites dispositions dans la mesure où il soumettrait au Secrétaire général un plan de paiement de ses contributions en retard;

3. Exprime sa préoccupation au sujet des arriérés de contributions des Membres dont la liste figure aux annexes 1 et 2 à cette décision et qui, en conséquence, sont passibles de l'application des dispositions de l'article 34 des Statuts et du paragraphe 13 des règles de financement;

4. Prend note avec satisfaction que les Membres effectifs suivants : Iraq, Mali, Niger, Ouganda, Roumanie, Tchad et Venezuela, ainsi que le Membre Affilié Tourconsult/Italia, respectent le plan convenu de paiement de leurs contributions dues.

CE/DEC/6(XXXVIII)

Coopération technique

Point 5 a) de l'ordre du jour
(document CE/38/5 a))

Le Conseil exécutif,

Avant pris note du rapport du Secrétaire général sur l'état actuel de l'activité de coopération technique de l'Organisation et notamment des contraintes et des difficultés qu'elle rencontre,

1. Demande que la réalisation des projets conduits sous l'égide ou avec le concours de l'OMT fassent l'objet d'une plus grande diffusion;

2. Souhaite que l'on s'interroge en particulier sur le degré de concentration des interventions de l'Organisation, sur la manière d'établir des relations plus étroites et plus souples avec les institutions internationales et gouvernementales qui peuvent financer les interventions au titre de l'assistance multilatérale et bilatérale et, enfin, sur le parti le plus efficace à tirer de l'effort actuel de consultants;

3. Accueille avec beaucoup d'intérêt l'offre généreuse de l'Union soviétique de tenir sur son territoire en 1991 un séminaire sur les transferts de technologies touristiques aux pays en développement qui serait financé sur les crédits auxquels l'Union soviétique a accès par le truchement du PNUD;

4. Approuve l'idée développée par le Secrétaire général d'engager, particulièrement au sein des commissions régionales, une réflexion sur l'amélioration possible de l'aide que l'Organisation apporte aux pays en développement en s'interrogeant notamment sur les remèdes possibles à la faiblesse relative du secteur touristique dans les actions de coopération technique, et
5. **Demande** au Secrétaire général de lui rendre compte à sa prochaine session des résultats de cette réflexion.

CE/DEC/7(XXXVIII)

**Activités de statistiques et d’information**

Point 5 b) c) de l’ordre du jour
(document CE/38/5 b) c))

Le Conseil exécutif,

*Avant pris note* du rapport du Secrétaire général sur les activités de statistiques et d’information et de ses annexes,

1. **Se félicite** du développement des travaux de l’Organisation dans ces deux domaines;

2. **Note avec intérêt** les travaux en cours en vue de la création du Centre mondial d’échange d’informations sur le tourisme (WTIEC);

3. **Approuve** la proposition du Secrétaire général d’utiliser la banque de données statistiques en tant que moyen d’amorcer le fonctionnement du WTIEC;

4. **Exprime sa gratitude** aux Gouvernements de l’Égypte et du Canada pour leur généreuse contribution à la préparation de l’étude de faisabilité sur le WTIEC;

5. **Prend acte avec satisfaction** de l’état d’avancement des travaux préparatoires de la Conférence internationale sur les statistiques des voyages et du tourisme qui aura lieu à Ottawa en 1991 sur l’aimable invitation du Gouvernement du Canada;

6. **Autorise** l’allocation d’un montant maximum de 125.000 dollars des États-Unis pour la participation conjointe à une étude de prévisions sur les marchés touristiques, et

7. **Autorise** également l’allocation d’un montant maximum de 215.000 dollars des États-Unis pour l’achat des équipements informatiques nécessaires au traitement de tout type de données ou services conformes aux objectifs du programme de travail de l’Organisation.

CE/DEC/8(XXXVIII)

**Education et formation**

Point 5 d) de l’ordre du jour
(document CE/38/5 d) et CE/38/5 d) Add.1)

Le Conseil exécutif,

*Avant pris connaissance* du rapport du Secrétaire général sur les activités de l’Organisation dans le domaine de l’éducation et de la formation,
1. **Approuve** les normes et critères minimaux applicables aux Centres d'enseignement et de formation de l'OMT, tels qu'ils sont énoncés dans le document CE/38/5 d) Add.1, ainsi que les opinions formulées en faveur d'une distribution régionale équilibrée desdits Centres ;

2. **Convient** avec le Secrétaire général de la nécessité de réviser les accords déjà conclus et d'appliquer les critères ici approuvés aux accords renouvelés et à ceux conclus à l'avenir sur l'établissement et le fonctionnement des Centres de l'OMT ;

3. **Prie** le Secrétaire général de lui présenter, lors de sa trente-neuvième session, un rapport sur les résultats de ladite révision, et

4. **Autorise** l'utilisation du solde du compte de l'OMT/CIEST d'un montant de 22 000 dollars des Etats-Unis, pour l'exécution des activités d'éducation et de formation inscrites au programme de travail en cours.

CE/DEC/9(XXXVIII)

**Facilitation et libéralisation**

Point 5 e) de l'ordre du jour
(document CE/38/5 e))

Le Conseil exécutif,

**Avant pris note** du rapport du Secrétaire général en matière de facilitation et de libéralisation,

1. **Réaffirme** l'importance de la facilitation et de la libéralisation comme activités de l'Organisation pour la promotion et le développement du tourisme ;

2. **Remercie** les Membres du Comité de la facilitation suivants : Autriche, Cuba, Etats-Unis d'Amérique, Pologne et République de Corée, ainsi que le Président du Comité (élargi) de la facilitation qui ont fait parvenir leurs réponses à l'enquête réalisée par le Secrétaire général concernant :

   - les procédures à suivre afin de parachever le projet de Convention de Budapest visant à faciliter les voyages, les visites et les séjours touristiques, et

   - les activités futures de ce comité visant à répondre à la vocation normative de l'Organisation ;

3. **Prie** le Secrétaire général d'étendre l'enquête aux Membres du Comité (élargi) ainsi qu'à tout autre Membre intéressé, et de lui soumettre à sa trente-neuvième session un rapport, assorti de ses recommandations, en se fondant pour cela sur les réponses reçues ;

4. **Invite** le Secrétaire général à maintenir des contacts étroits avec le Directeur général du GATT afin que l'Organisation soit présente, dans le cadre de l'"Uruguay Round", à tous les stades du processus de libéralisation du commerce des services touristiques, et
5. *Invité* également le Secrétaire général à poursuivre ses contacts avec le Secrétaire général de la CNUCED en vue d'étudier, dans le cadre de l’"Uruguay Round", les conséquences des négociations multilatérales sur le commerce des services pour les pays en développement, afin d'assurer une augmentation de la participation des pays en développement au commerce des services touristiques.

CE/DEC/10(XXXVIII)

**Sécurité et protection**

Point 5 f) de l'ordre du jour
(document CE/38/5 f))

Le Conseil exécutif,

*Avant pris connaissance* du rapport du Secrétaire général sur les questions de sécurité et de protection,

1. *Fait sienne* la façon dont le Secrétaire général décrit les principaux objets de l'Organisation dans le domaine de la sécurité et de la protection des touristes, et fixe les priorités qui en résultent pour le programme de travail, et

2. *Invitent immédiatement* les Etats Membres, et plus particulièrement les Membres du Conseil exécutif qui ont déjà manifesté un intérêt particulier pour ces questions, à contribuer de façon efficace aux activités spécialisées programmées pour l'année en cours.

CE/DEC/11(XXXVIII)

**Environnement**

Point 5 g) de l'ordre du jour
(document CE/38/5 g))

Le Conseil exécutif,

*Avant pris note* du rapport du Secrétaire général sur les activités de l'Organisation en matière d'environnement,

1. *Accepte avec gratitude* l’offre du Gouvernement des Pays-Bas d’accueillir à Amsterdam, du 26 au 28 septembre 1990, la troisième réunion du Comité de l’environnement ;

3. **Autorise**, conformément à la résolution 260(VIII) de l'Assemblée générale, l'allocation d'un montant maximum de 100.000 dollars des États-Unis, afin de renforcer les activités consacrées à l'environnement.

CE/DEC/12(XXXVIII)

**Tourisme des jeunes - Préparation de la Conférence internationale de New Delhi**

Point 5 h) de l'ordre du jour
(document CE/38/5 h))

Le Conseil exécutif,

**Avant pris connaissance** du rapport du Secrétaire général sur l'état d'avancement des travaux préparatoires de la Conférence internationale sur le tourisme des jeunes et, notamment, du programme d'activités préliminaires prévues pour 1990,

1. **Prend note** que les dates définitives arrêtées entre le Gouvernement indien et le Secrétaire général pour la tenue de la Conférence à New Delhi sont du 28 au 31 janvier 1991 ;

2. **Prend acte** des objectifs, thèmes et ordre du jour provisoire de la Conférence tels que présentés par le Groupe de travail permanent créé par le Comité préparatoire ;

3. **Estime** que, tout en conservant à la Conférence son caractère intergouvernemental, il conviendrait d'assurer aux débats de ses commissions techniques une participation aussi libre que possible de tous les organismes de caractère associatif ou commercial qui désiraient intervenir ;

4. **Sait gré** au Gouvernement indien de prendre en charge, avec l'appui de l'OMT, les questions logistiques et autres liées à la préparation et à l'organisation de la Conférence qu'il a confiées et devra continuer de confier à l'unité créée à cet effet à New Delhi, compte tenu du peu de moyens dont dispose le Secrétariat pour cette activité non budgétée ;

5. **Lance un appel** à tous les Membres pour qu'ils contribuent sous forme de services ou de ressources, à l'organisation de la Conférence ;

6. **Prie instamment** les États Membres et les Membres affiliés qui possèdent une expérience dans le domaine du développement du tourisme des jeunes, de communiquer le nom d'experts qui pourraient participer à la préparation de la Conférence, et

7. **Invite** les commissions régionales à inscrire à l'ordre du jour de leurs réunions prévues pour 1990, un échange d'opinions entre leurs Membres sur l'état actuel et les besoins du tourisme des jeunes, et sur les politiques de développement qui y sont liées.
CE/DEC/13(XXXVIII)

Création d'un centre international de tourisme responsable
à Tamanrasset

Point 5 i) de l'ordre du jour

Le Conseil exécutif,

Avant entendu la communication du délégué de l'Algérie relative au projet de
création d'un centre international de tourisme responsable à Tamanrasset,

1. Remercie le Gouvernement algérien d'avoir accueilli en novembre 1989 sur
son territoire un séminaire à ce sujet ;

2. Manifeste son intérêt pour la création d'un tel centre auquel l'Organisation apportera son appui technique, le moment venu, dans le cadre de ses différentes politiques ;

3. Souhaite être mieux informé sur le programme d'activités correspondant à
la mise en œuvre du projet et sur ses implications financières, et

4. Prend note de sa transmission au Programme des Nations Unies pour le
développement par le Secrétariat et de la recherche d'un financement par
le Gouvernement algérien au titre de l'aide multilatérale ou bilatérale.

CE/DEC/14(XXXVIII)

Commissions régionales

Point 6 de l'ordre du jour
(document CE/38/6)

Le Conseil exécutif,

Avant pris connaissance du rapport du Secrétaire général sur le calendrier
pour 1990 des commissions régionales et des réunions techniques qui les accom-
pagneront,

Consignant de ce que les commissions régionales doivent continuer de constituer pour les États Membres de l'Organisation et plus particulièrement pour ceux qui ne siègent pas au Conseil exécutif un lieu de rencontre qui leur permette notamment de s'informer sur la vie de l'Organisation,

Considérant néanmoins que cette fonction ne doit pas se traduire par une
asphyxie de leur activité sous l'effet de l'examen des seules questions admi-
nistratives dont l'étude exhaustive relève en fait d'autres organes tels que
le conseil exécutif lui-même ou du Comité du budget et des finances,

1. Est d'avis que les commissions régionales devraient être amenées à pren-
dre un caractère plus technique en se livrant à l'étude de questions intéressant spécifiquement leur région, voire, dans le cadre de réunions conjointes, plusieurs régions ;
2. **Estime souhaitable** qu'il soit tenu compte, dans les travaux des comissions sur des sujets concernant spécifiquement leur région, de l'existence éventuelle d'autres organismes de la région ayant des compétences en matière de tourisme ;

3. **Approuve** l'approche adoptée par le Secrétaire général qui a prévu dès 1990 et plus encore en 1991, d'organiser des tables rondes, séminaires et autres types de réunions techniques, immédiatement après les réunions des commissions ou les précédant, et dans le cadre desquelles interviendront des professionnels spécialistes d'Etats Membres, d'autres organismes internationaux ou du secteur opérationnel privé ;

4. **Note** l'intérêt exprimé quant aux différentes modalités de participation d'un Membre d'une commission régionale aux travaux d'une autre commission régionale, et **charge** le Secrétaire général de préparer une étude sur cette question et de la lui soumettre à sa prochaine session, et


---

**CE/DEC/15(XXXVIII)**

**Révision des textes statutaires (A/RES/265(VIII))**

Point 7 a) de l'ordre du jour  
(document CE/38/7 a))

Le Conseil exécutif,

**Ayant pris note** du rapport du Secrétaire général relatif à la révision des textes statutaires (A/RES/265(VIII)),

I

Considérant qu'au cours de la période écoulée entre la huitième session de l'Assemblée générale et la présente session du Conseil, pratiquement aucun changement ne s'est produit en ce qui concerne la situation des amendements aux Statuts,

1. **Réitère** l'appel lancé par l'Assemblée aux Etats Membres qui n'ont pas encore ratifié les amendements aux Statuts et aux Règles de financement, de le faire le plus tôt possible ;

II

**Ayant examiné** les différentes options décrites dans le rapport du Secrétaire général en ce qui concerne la révision des textes statutaires,

**Ayant entendu** l'offre formulée par la délégation des Etats-Unis d'Amérique d'accueillir dans son ambassade à Madrid les réunions d'un groupe "ad hoc" spécial auquel cette tâche serait confiée,

2. **Remercie** la délégation des Etats-Unis d'Amérique pour son offre généreuse ;
3. **Décide** d'instituer un groupe "ad hoc" chargé d'aider le Secrétaire général à préparer des propositions de révision des textes statutaires de l'Organisation, afin d'en saisir le Conseil exécutif à sa quarante et unième session en vue de leur soumission à la neuvième session de l'Assemblée générale aux fins d'examen et d'éventuelle adoption ; de révision des textes statutaires qui seront communiquées au Secrétaire général ;

4. **Décide en outre que** :

   i) le groupe "ad hoc" sera formé des États qui auront fait part au Secrétaire général de leur désir d'en faire partie, si possible dans les 30 jours consécutifs à la date de diffusion de la présente décision ;

   ii) le Secrétaire général agira en qualité de Secrétaire du groupe (article 10 du Règlement intérieur du Conseil exécutif) ;

   iii) le groupe "ad hoc" élira son Président ;

   iv) le Président du Conseil exécutif et les Présidents de ses deux comités principaux, le Comité technique du programme et de la coordination et le Comité du budget et des finances seront invités à participer aux réunions du groupe ;

   v) le mandat du groupe "ad hoc" sera celui énoncé dans l'annexe à la présente décision ;

   vi) les langues de travail du groupe seront celles demandées par les Membres qui souhaiteront participer aux activités du groupe ;

5. **Charge** le Secrétariat général de convoquer à Madrid, en consultation avec le Gouvernement des États-Unis, la première réunion du groupe "ad hoc" ;

6. **Prie** le Secrétaire général de l'informer à sa trente-neuvième session en ce qui concerne la constitution du groupe "ad hoc" et de ses activités.

**ANNEXE**

**Mandat**

Le groupe "ad hoc" soumettra au Secrétaire général, en tant qu'activité prioritaire et conformément à la résolution A/RES/265(VIII), des propositions de révision des Statuts et des Règles de Financement adoptés en 1970, qui reflètent notamment l'expérience acquise par le fonctionnement de l'Organisation. En tant que priorité de second rang, le groupe pourra soumettre au Secrétaire général des propositions de révision d'autres textes statutaires, tels que : le Règlement financier, le Règlement intérieur de l'Assemblée générale et celui du Conseil exécutif, le Statut du personnel et le Règlement du personnel.
Nomination du Secrétaire général adjoint

Point 7 b) de l'ordre du jour
(document CE/38/7 b))

Le Conseil exécutif,

Ayant pris connaissance de la notification du Secrétaire général relative à la nomination de M. Francesco Frangialli au poste de Secrétaire général adjoint,

prend acte de l'avis favorable donné par les Membres du Conseil consultés par leur Président, au sujet de ladite nomination.

Structure du Secrétariat et questions administratives

Point 7 c) de l'ordre du jour
(documents CE/38/7 c), CE/38/7 c) Add.1 et CE/38/7 c) Add.2)

Le Conseil exécutif,

Ayant pris connaissance du rapport du Secrétaire général et des informations contenues dans les additifs 1 et 2,

1. Remercie le Secrétaire général de son analyse relative à la structure du Secrétariat ;
2. Prend note des conditions de son fonctionnement, et
3. Exprime sa satisfaction devant les objectifs poursuivis par le Secrétaire général pour l'exercice en cours.

Communication du Président des Membres affiliés

Point 8 a) de l'ordre du jour

Le Conseil exécutif,

1. Prend note du rapport du Vice-Président des Membres affiliés tel qu'il lui est présenté par celui-ci, et
2. Invite les Membres affiliés à jouer un rôle toujours plus actif dans l'exécution du programme de l'Organisation et les Etats Membres à encourager la participation d'organisations touristiques non gouvernementales aux travaux de l'OMT.
Rapport du Sous-Comité pour l'examen des candidatures
à la qualité de Membre affilié

Point 8 b) de l'ordre du jour

Le Conseil exécutif,

Avant été saisi du rapport de son Sous-Comité pour l'examen des candidatures à
la qualité de Membre affilié qui s'est réuni à Madrid le 3 avril 1990,

1. Fait siennes les recommandations du Sous-Comité ;

2. Décide de soumettre à l'approbation de l'Assemblée générale à sa neuvième
   session, les candidatures suivantes à la qualité de Membre affilié :

   - Empresa Nacional "Almacenes, Depósitos y Estaciones Aduanero, S.A."
     (ALDEASA), Espagne ;
   - Viro Innocenti S.p.A., Italie ;
   - Fédération nationale de l'industrie hôtelière de France et d'ouvre-mer
     (FNIH), France ;
   - The Interface Group, États-Unis ;
   - CESDIT - Centro per gli Studi sui Servizi, Distribuzione e Turismo,
     Italie ;
   - Asociación Iberoamericana de Cámaras de Comercio (AICO), et

3. Souhaite que les candidats à la qualité de Membre affilié qui auront reçu
   l'appui de leur gouvernement puissent être associés par le Secrétariat
   aux activités de l'Organisation lorsque cela sera jugé possible, et sous
   réserve de la couverture par eux des frais correspondants, dans l'attente
   de la ratification de leur adhésion par l'Assemblée générale.

---------------------------------------------------------------

CE/DEC/20(XXXVIII)

Lieu et dates de la trente-neuvième session du Conseil exécutif

Point 9 de l'ordre du jour

Le Conseil exécutif,

1. Décide de tenir sa trente-neuvième session pendant la deuxième quinzaine
   du mois de novembre 1990 ;

2. Décide de déroger exceptionnellement à la disposition contenue dans sa
décision 21(III) qui stipule que "les sessions au cours desquelles le
Conseil sera appelé à élire son Bureau devront se tenir au siège de
l'Organisation", et
3. **Accepte avec ses remerciements sincères l'invitation du Gouvernement de l'Inde à tenir cette session sur son territoire.**

4. **PARTICIPANTS A LA TREnte-HUITIEME SESSION**

**A. DELEGUES**


2. Les Membres associés étaient représentés par Porto Rico.

3. Les Membres affiliés étaient représentés par Horwath & Horwath (UK) Ltd.

**B. ORGANES SUBSIDIAIRES**

4. Le Président du Comité du budget et des finances (France).


**C.6. COMMISSAIRES AUX COMPTES (Espagne et Guinée).**

